INTERVENTION COMMUNISTE

URCF

UNION DES RÉVOLUTIONNAIRES-COMMUNISTES DE FRANCE (CONSTRUCTION DU PARTI)

N° 126 2 € Prolétaires de tous les pays, Unissez-vous ! Janvier Février 2015

EN 2015 DONNONS AUX TRAVAILLEURS DE FRANCE LEUR PARTI COMMUNISTE !

Le MEDEF n'en finit plus d'avancer de nouvelles exigences visant à la dérèglementation continue. Au nom du Pacte de Responsabilité, le gouvernement bourgeois, peut, sans grande résistance d'ensemble, s'attaquer à la durée légale du travail, au repos du dimanche, aux institutions permettant aux salariés de se défendre, aux droits démocratiques... aidé par l'Union Européenne.

Les annonces de licenciements et de fermetures d'entreprises et d'établissements publics se multiplient : 551 dans le groupe pharmaceutique Pierre Fabre, dépôt de bilan aux abattoirs AIM (600 salariés), fermeture d'Ecomouv (210 emplois menacés)... mais le gouvernement du PS, avec la loi Macron sur la croissance et l'activité, facilite les plans de licenciement et exonère quasiment les patrons par une attaque destructrice du code du travail.

La crise du système capitaliste qui pousse la bourgeoisie, dans sa guerre économique, à intensifier l'exploitation, accroît le danger de guerre, qui est un moyen de détruire du capital excédentaire ou concurrent, d'augmenter ses profits grâce aux commandes militaires et aux marchés de la reconstruction, de diviser les travailleurs et les peuples et de liquider une partie de la main d'œuvre dont elle n'a plus besoin. La politique de guerre coûte en effet de plus en plus cher à la population. En 2014, le coût des Opérations Extérieures (interventions en Afrique et en Irak) s'approche de 1 milliard d'euros, soit plus du double de la somme prévue. Il s'était élevé à 1,25 milliard en 2013.

Le projet de suppression des élections directes aux prud'-hommes, dont l'accord national interprofessionnel avait déjà réduit les compétences, vise à renforcer l'arbitraire du patronat, remettant la défense des travailleurs aux mains de représentants dociles et d'avocats professionnels.

Plus largement, c'est le syndicalisme même qui est en voie de liquidation, de par la politique de collaboration de classes des directions et des dispositifs conduisant à l'individualisation des relations entre «employeurs» et salariés. C'est aussi une conséquence de la liquidation du mouvement communiste par ses dirigeants, d'abord révisionnistes, puis ouvertement social-démocrates. Car c'est en définitive le mouvement communiste qui, quand il s'appuyait sur une théorie révolutionnaire –le marxisme-léninisme- et sur l'existence et l'aide du camp socialiste, imposait à la bourgeoisie des reculs et des défaites, et avait permis à la classe ouvrière de conquérir ces avantages sociaux et salariaux, à présent détruits.

Les théories avancées par le PCF accordaient la priorité à l'intervention dans la gestion, et de fait, rejetaient la question centrale de l'abolition de la propriété capitaliste des moyens de production. Cette dérive a fortement influencé les orientations de la CGT.

Esprit, honneur et conscience de notre époque.

L'affaire Lepaon, que la bourgeoisie utilise pour répandre l'antisyndicalisme, n'est qu'un exemple de l'intégration au système de la bureaucratie syndicale acquise à la cogestion et à la construction européenne du Capital.

Aussi, les travailleurs, à qui il appartient de faire vivre un syndicalisme de lutte de classe, doivent tirer les leçons du « syndicalisme rassemblé » qui a montré sa totale impuissance face aux coups du Capital. D'autre part, ils doivent se réapproprier les outils d'analyse et de lutte contre l'exploitation capitaliste, afin de reconstruire un Parti communiste révolutionnaire, seule condition pour abattre le capitalisme et instaurer le socialisme.

Sur ce terrain, le travail a déjà avancé. Il a rendu possible l'émergence d'un Parti réellement communiste en 2015. Deux organisations, l'URCF et *Communistes*, sont à présent dans un processus d'unification. Chacune va apporter son expérience et ses forces militantes. Le Parti qui naîtra, avec l'organisation de la jeunesse que nous construisons dès maintenant, constituera un outil de défense et de lutte révolutionnaire pour les travailleurs, condition indispensable pour changer le rapport de force en faveur de la classe ouvrière.

Au niveau international, le nouveau parti jouera le rôle qui doit être le sien dans l'affrontement avec le Capital, l'Union Européenne et les autres blocs impérialistes.

Nous savons que des communistes non-membres de l'URCF ou de *Communistes* se réjouissent du processus d'unification pour créer le parti. Nous les appelons à nous rejoindre pour renouer avec l'objectif stratégique du renversement du capitalisme par la révolution socialiste.

L'URCF

MEILLEURS VŒUX REVOLUTIONNAIRES AUX TRAVAILLEURS DANS LEURS LUTTES POUR 2015

Les luttes

Les contrôleurs de la SNCF en grève

En décembre 2014, les syndicats CGT et Sud Rail appelaient les Cheminots à la grève. Le motif de la grève concernait le dispositif « EAS » (équipement agent seul), étendu à certaines lignes de trains. Ce dispositif avait pour objectif de faire circuler les trains de voyageurs avec à leur bord le conducteur du train seul. Le contrôleur ne serait plus à bord, car la vérification de billets s'effectuerait avant le départ. Ce dispositif existe depuis les années 1980, mais la SNCF voudrait l'étendre dans l'objectif de « faire des économies pour financer la réforme ferroviaire » et « lutter contre la fraude des voyageurs ».

Face à ce dispositif, la CGT rétorquait qu'il visait à « réduire les effectifs » et à « déshumaniser » les gares.

Le dispositif EAS rentrait dans le cadre des restructurations de la SNCF que subissent les Cheminots depuis ces dernières années, dans l'optique de la « libéralisation du trafic voyageur ». Après la casse du Fret de la SNCF, les Cheminots ont vu la casse de l'unicité de la SNCF, avec la disparition du statut de cheminots pour les principaux métiers : les opérateurs de maintenance des voies, le service électrique, le service télécom, les caténaires, les métiers de la conduite d'engin, entre autres…..les Cheminots de ces métiers ont été remplacés par les salariés dotés de contrat précaires des monopoles privés.

Ces restructurations ont été nécessaires à la direction SNCF et au gouvernement, pour ne pas faire obstacle aux monopoles tels que Bouygues ou Vinci qui, de par leurs capitaux puissants, absorbent les Chemins de Fer à la vitesse d'un V1. La suppression des contrôleurs et de leurs équipes (adjoint aux contrôles, etc..) aura pour conséquence des suppressions de postes. Depuis la casse du Fret, ce sont des milliers de postes qui ont été supprimés à la SNCF dans le cadre du processus de privatisation. Les OS (organisations syndicales) appelaient les contrôleurs de trains à exercer leur droit de retrait à chaque prise de service. C'est au mois de juin dernier que la loi sur les réformes ferroviaires avait été votée au Parlement. Ce vote avait été accompagné par les syndicats réformistes, et par le Front de gauche, [Cf. l'intervention de Chassaigne, député PCF-Front de Gauche], qui, ainsi continuent la politique de destruction amorcée par Gayssot sous Jospin dans les années 90. Les amendements Chassaigne, qui ont sauvé le gouvernement, ne faisaient plus le lien avec la défense du service public et la protection du statut Cheminot. Les Cheminots sont victimes du capitalisme qui détruit le service public dans la perspective du profit maximum, et ce avec le soutien des sociaux-démocrates du Front de Gauche, qui démontrent une fois de plus leur utilité pour les monopoles. Cette trahison attise encore un peu plus la contradiction entre les travailleurs du rail et les directions syndicales et la direction de la SNCF soutenue par le gouvernement.

La grève des contrôleurs, si elle a eu le mérite d'exister, n'a pas suffi à faire reculer le patronat et le gouvernement. Mais la lutte continue.

Mais, dans le même temps, continue à être diffusé chez les Cheminots *Signal Rouge*, le journal d'entreprise de l'URCF. Il est toujours apprécié des Cheminots. Quand on discute avec eux sur son contenu, ils nous disent clairement qu'ils sont d'accord dans sa dénonciation du capitalisme.

Ils ne voient pas toujours comment on peut renverser le système d'exploitation. Nul doute que notre travail de diffusion des idées communistes va être amplifié dans les entreprises par la renaissance d'un parti communiste révolutionnaire, qui redonnera avec plus de force, notre perspective, le socialisme.

J.D.

Les cheminots français, allemands, belges et italiens…….même combat !

Les Cheminots allemands ont mené une lutte intense, lors d'une grève générale, qui a paralysé le pays en novembre dernier. Le syndicat des conducteurs de trains de la DB, la GDL, avait appelé à la grève les Cheminots allemands. Les motifs étaient l'augmentation des salaires de 5% et la réduction du temps de travail de 39h à 37h. Cette grève faisait suite à « l'échec » des « négociations » entre la GDL et la direction de la DB du 5 novembre 2014. La lutte avait été amorcée par les Cheminots du Fret et elle s'étendait ensuite aux trains de voyageurs. La DB est issue de la fusion entre les Chemins de Fer de la RFA et de la RDA en 1994. Ce processus avait été précipité par la directive Européenne 91-440, portant sur le paquet ferroviaire Européen, et qui confirmait ainsi l'UE des monopoles comme étant une machine d'extraction de la plus-value à grande échelle. La DB est une SA (société anonyme) mais avec un Etat allemand qui reste actionnaire à 100%.

De même pour les Cheminots Belges, qui subissent des restructurations depuis des années. Les directives de l'UE des monopoles avaient prévu le même processus, créant trois entités autonomes (Infrabel, SNCB et SNCB-Holding). Ce sont les syndicats CGSP-ACOD et Spoor qui appelaient à une grève nationale le 15 décembre 2014. Tous les cheminots, que cela soit en Flandre ou en Wallonie étaient unis dans cette grève, comme indiqué sur les banderoles. Comparativement à ce qui se passe avec la SNCF en France, le processus de destruction du service public allemand et belge est quasiment le même.

En ce qui concerne l'Italie, une grève générale arrêtait les transports du pays le 12 décembre 2014. 90% des cheminots italiens suivaient cette grève paralysant ainsi le pays. Toutes ces grèves, dans lesquelles les cheminots se battaient comme des lions, ont eu un impact sur l'économie de ces pays, en bloquant la production.

Pour la France, nous devons tirer les leçons, et mesurer l'utilité et l'efficacité d'une grève générale contre les intérêts des monopoles.

Ces luttes nécessitent autour d'elles de rassembler tous les travailleurs de tous les secteurs de productions, qui subissent tous l'exploitation et la politique du Medef et du gouvernement.

Autre leçon : il faut s'appuyer sur les luttes exemplaires de nos frères de classe belges, allemands, italiens, pour mettre en avant la solidarité de classe internationale, dans la perspective de la grève générale à l'échelle de toute l'UE.

J.D.

Salaires contre profits Une lutte vitale face au Capital

Pour 2015, le gouvernement Hollande refuse d'augmenter réellement le SMIC pour se plier davantage aux injonctions du Capital. Cela encourage le MEDEF qui réclame la baisse du SMIC, l'allongement du temps de travail.

Libération titrait en chef d'orchestre, « malgré un gouvernement compréhensif, les dirigeants d'entreprises sont dans la rue ». Laurent Joffrin confondait lui, la CGT avec le MEDEF et écrivait « la faute à un Pierre Gattaz, tête dure et esprit étroit, l'homme qui est au MEDEF ce qu'Henri Krasucki était naguère à la CGT ». Dans le même temps, Pierre Laurent, secrétaire national du PCF proposait à Pierre Gattaz qu'il accuse de faire de la surenchère, (sic) un débat public contradictoire qui s'est tenu finalement dans les locaux de *l'Humanité*. Non ! Contrairement aux affirmations de la gauche « bobo » qui rêve d'un bon capitalisme et reproche à Gattaz son sectarisme, on affrontera pas le MEDEF par des débats contradictoires dans les locaux d'un journal financé par Lagardère. Mais avec les travailleurs, dans les grèves et les manifestations.

Quelles revendications sur les salaires ?

La revendication centrale et unifiante soutenue jusqu'alors par l'URCF est d'exiger le Smic à 1900 euros net, avec une augmentation générale des salaires et pensions de 300 euros nets mensuels. La revendication de 300 euros pour tous, est partagée par le mouvement ouvrier et repris par de nombreux travailleurs en lutte dans le secteur privé. Cependant, gouvernements et patronats se sont employés depuis des décennies à tasser la grille des salaires sur le SMIC afin de payer au minimum. La hausse des tarifs publics, des loyers, des charges et des impôts, le tassement de tous les salaires a permis au patronat d'augmenter la plus-value sur les richesses créées par le travail. La faiblesse des salaires entraine donc une insuffisance des prestations sociales (salaire indirect), une baisse du pouvoir d'achat et un développement du chômage. Résultat, un salaire sur cinq est payé au SMIC tandis que de nombreux jeunes, stagiaires à temps partiel vivent avec à peine 600 euros par mois, un jeune sur deux étant au chômage ou en CDD.

Il faut se battre pour la nécessaire augmentation du SMIC. Mais aussi de tous les salaires moyens. Compte tenu du retard dû à la non-indexation des salaires, nous revendiquons le SMIC à 1900 euros net. Mais aussi la hausse de 300 euros des bas et moyens salaires.

Les revendications doivent s'exprimer en fonction des besoins des travailleurs et non par rapport à la situation économique de crise permanente créée par le Capital lui-même.

A.BJ.

La jeunesse populaire en butte au Capital !

Les capitalistes et leurs valets (les hauts-fonctionnaires, les opportunistes) n'arriveront pas à réformer ce système de production agonisant. Alors, le futur des jeunes dans tout ça ?

Actuellement en France métropolitaine, quand on a moins de 30 ans, si on n'a pas eu la chance de trouver une activité rémunérée correspondant à sa qualification, soit on est chômeur, soit carrément en marge…le seul espoir réside dans les études supérieures. Mais encore faut-il pouvoir aller jusqu'au bac.

Les plus jeunes sont aussi les victimes de ce système d'exploitation. Avec la réforme de l'éducation prioritaire (les fameux dispositifs ZEP qui limitent les effectifs dans les classes et donnent une prime de moins de 100 euros pour motiver les profs…). Cette réforme n'a pourtant pas solutionné l'échec scolaire qui tient aux inégalités du capitalisme.

Même si le dispositif ZEP a été un enfumage de la gauche puisqu'il n'a jamais résolu aucun problème social, il avait le mérite de stopper l'hémorragie des injustices sociales galopantes de la démocratie bourgeoise ; grâce à la prime, les équipes pédagogiques étaient plutôt stables et quelques élèves ont pu s'en sortir avec des diplômes et un salaire décent. Mais, en sortant certains établissements de ces ZEP, on accroit l'exploitation de ces enseignants en leur supprimant une partie de leur salaire après leur avoir gelé pendant des années.

A l'instar d'autres pays capitalistes, l'Education Nationale à deux vitesses va s'intensifier, achevant le processus de transformation de l'école, du collège et de l'ensemble de l'enseignement supérieur public en machine à fabriquer l'échec au détriment des enfants, des familles et des enseignants des couches modestes des travailleurs.

Comment transformer la société ?

Qu'avons-nous aujourd'hui pour défendre nos conditions d'existence ? Sûrement pas les partis politiques bourgeois qui cogèrent les intérêts du système. Alors peut-être ces beaux parleurs qui se placent à la gauche de la gauche…que doit-on penser d'eux et de leurs organisations ?

Eh bien, l'histoire nous enseigne les erreurs à ne pas reproduire et l'analyse marxiste appliquée à la complexité de notre époque nous sert à démasquer tous ces réformistes du système qui ne servent qu'à semer des illusions : ils prétendent qu'il est possible de le transformer en le rendant plus humain… peut-être en demandant aux grandes banques d'effacer les dettes des Etats et de renoncer à leurs profits ?...

Pour conclure et pour dire qu'il n'est pas simple d'être à contre-courant politiquement aujourd'hui, il faut signaler le rôle nocif des médias. Ce sont des entreprises, donc liées à la bourgeoisie et qui diffusent une conception du monde qui sert les intérêts de celle-ci. Ils travaillent à nous faire accepter sans broncher l'état du monde, comme si l'inégalité était naturelle à l'homme. Or, c'est un instrument d'abrutissement et de domination mentale car ils sèment le doute, la peur et la division parmi les travailleurs qui n'ont vraiment rien à gagner en s'isolant et en se divisant.

Pour combattre l'individualisme et les mauvaises conceptions du système actuel, il faut nous réunir, débattre pour nous organiser afin de reconstruire une jeunesse communiste. Rejoignez nous !

Les JC de l'URCF.

Accusons le capitalisme !

DEFENDRE LE SYNDICALISME POUR DEFENDRE LES TRAVAILLEURS

Travailleurs sri-lankais en lutte.

L'offensive du MEDEF contre les droits des travailleurs a pris pour cible ces derniers temps les organisations syndicales, remodelant à l'avantage du patronat le système de représentativité et de défense des travailleurs. Il semble ne plus suffire à la bourgeoisie d'avoir des syndicats dociles et coopératifs. Elle semble vouloir priver les salariés de toute organisation de défense collective pour pouvoir imposer directement et individuellement à chaque travailleur ses conditions d'exploitation. Les attaques anti-CGT avaient d'ailleurs été précédées d'appels de la part de certains groupes trotskystes, sur la base de l'insatisfaction des travailleurs vis-à-vis des directions syndicales, à quitter ce syndicat.

L'affaire concernant le Secrétaire Général de la CGT Lepaon est ainsi mise en avant dans une campagne contre le syndicat en tant que tel. Un certain nombre de faits : l'indemnité de départ de l'U.D. de Basse-Normandie, le coût de la rénovation de son bureau à 62 000 euros et celle de l'appartement de fonction à 105 000 euros, ont provoqué un scandale compréhensible qui a eu un retentissement médiatique important dont la bourgeoisie s'est emparé pour diffuser sa propagande anti-syndicale. De nombreuses unions locales, départementales, des Fédérations entières, des dirigeants et militants en sont venus à réclamer sa démission. Parmi ceux-ci, nombreux sont ceux qui n'ont jamais remis en cause les orientations de la CGT depuis le 45e Congrès en 1995, qui tournait le dos à la lutte de classe au profit du «syndicalisme rassemblé». De fait, la collaboration et la recherche d'unité à tout prix avec la CFDT a aligné la Confédération sur le réformisme de cette dernière. L'adhésion à la C.E.S. en 1999 a intégré la CGT dans la construction européenne impérialiste, malgré l'opposition passée du syndicat au traité de Maastricht et aux régressions sociales impulsées par l'U.E.

Lepaon est donc plus critiqué sur des excès de train de vie dont il n'est pas le seul à bénéficier, que sur sa conception du syndicalisme. Sa fameuse phrase «Il n'existe à la CGT aucune opposition de principe face au patronat. L'entreprise est une communauté composée de dirigeants et de salariés –là encore, je regrette que les actionnaires fassent figure d'éternels absents– et ces deux populations doivent pouvoir réfléchir et agir ensemble dans l'intérêt de leur communauté». Hormis le passage sur les actionnaires, cette déclaration illustre une conception assez répandue dans les syndicats, y compris à la CGT, qu'il existe des intérêts communs entre salariés et «employeurs», et que la bonne santé de l'entreprise est une condition pour le développement de l'emploi et l'augmentation des salaires.

Le corollaire de cette idéologie bourgeoise répandue dans le mouvement ouvrier est la tendance à modérer et limiter les revendications à ce qui est économiquement possible et réalisable. A l'époque où la CGT était dirigée par des ouvriers révolutionnaires, un dirigeant de la CGT était considéré comme un militant et payé comme un ouvrier qualifié. De nos jours, un dirigeant est payé comme un cadre, et bénéficie d'avantages n'ayant plus rien à voir avec le train de vie d'un militant ouvrier dévoué à sa classe. Certains siègent dans diverses institutions de la bourgeoisie (Conseil Economique et Social et Environnemental, où un membre touche environ 3 700 euros par mois et un président de groupe 6 500, cercles de réflexion comme *Confrontations*, le *SIECLE*, où un Le Duigou siège et s'attable aux côtés d'un Sellière et d'une Parisot...).

Le corollaire de cette idéologie bourgeoise répandue dans le mouvement ouvrier est la tendance à modérer et limiter les revendications à ce qui est économiquement possible et réalisable

Les orientations issues du 45e Congrès [et des suivants] se sont traduites par une incapacité de la confédération à satisfaire les revendications et intérêts des travailleurs confrontés à la pire offensive du Capital depuis 1945 [retraite, sécurité sociale etc..]. La CGT en sort extrêmement affaiblie. S'il est illusoire d'espérer que l'appareil bureaucratique provoque ne serait-ce qu'un débat qui pourrait remettre en cause ses avantages et ses positions, il appartient aux travailleurs de s'affilier massivement à la CGT afin de la soustraire à l'emprise de la bureaucratie en exigeant à la base une véritable démocratie syndicale. Ils devront aussi mettre un terme au pluralisme qui divise les travailleurs en une dizaine de chapelles syndicales selon leurs conceptions philosophiques, politiques ou religieuses. Mais la renaissance d'un syndicalisme de lutte de classe ne sera pas possible sans la reconstruction d'un parti communiste qui fournira au syndicat les militants capables de guider les luttes contre le Capital.

C.B.

LOI MACRON, LOI DES PATRONS

Cette loi, véritable fourre-tout, puisqu'elle opère sur le champ d'activités de plusieurs ministères, constitue une étape supplémentaire dans la déréglementation générale voulue par les instances impérialistes, conformément aux exigences du Capital sur fond de campagne du MEDEF. Il s'agit en fait qu'une liquidation du Code du travail, et d'un quasi-retour à la loi Le Chapelier de 1791. Mesures qui touchent durement les droits des travailleurs, les conditions de vie familiale et de travail, la protection sociale, qui ouvrent la concurrence accrue dans les professions réglementées assurant ainsi la marchandisation croissante des secteurs des biens et des services.

La mesure phare est l'extension du travail le dimanche et de nuit dans les « zones touristiques ». Concernant le travail le dimanche dans les commerces et grands magasins, il passerait de 5 à 12 dimanches soit environ 1 dimanche par mois. L'application dépendra du maire ... au plus près, donc, pour subir les pressions du patronat local. Dans les « zones touristiques locales » on pourrait être obligé de travailler jusqu'à minuit ! Les magasins de gare seraient également ouverts dans 20 d'entre elles. Macron commet une imposture en parlant de loi « sociale » puisque seraient assurés le volontariat et les contreparties financières (sauf pour les PME de moins de 20 salariés, c'est-à-dire la majorité des commerces). Nous parlons d'imposture car la loi Macron inaugure une nouvelle étape transitoire qui vise à terme à généraliser le travail de nuit et du dimanche et à supprimer la notion de repos dominical.

Le MEDEF prétend que cela créerait 100 000 emplois. Il s'agit d'un mensonge éhonté, même avec des emplois partiels. Ce n'est pas le nombre étendu de jours ouvrables qui est le réel problème, mais la hausse des salaires pour pouvoir acheter ! Mais le MEDEF et la social-démocratie ne s'intéressent qu'aux touristes fortunés.

Cela traduit une marchandisation croissante de la société capitaliste, le consumérisme à tout crin pour les richards au détriment des travailleurs obligés de les servir. La loi Macron organise également la facilité des licenciements : le patron aura toute latitude pour fixer unilatéralement les conditions de licenciement ; de même est supprimé le délit d'entrave syndicale qui était un obstacle aux investisseurs étrangers. Également, la réforme envisagée des prud'hommes, des pouvoirs des inspecteurs du travail, de la médecine du travail, toutes ces instances seraient soumises au patronat : pour les prud'hommes, ils seraient désormais sous la tutelle de la justice et les syndicalistes devront suivre un code de bonne conduite ; ils ne seraient plus élus et les tribunaux professionnels décideraient de la domiciliation de l'affaire. Le rôle des avocats est accru, du fait que les entreprises pourront avoir un avocat salarié chez elles. Justice à l'anglo-saxonne, donc.

Pour la médecine du travail, Macron se sert de leur nombre insuffisant pour supprimer de fait la médecine du travail, l'objectif étant de faire baisser les congés maladie, de ne pas reconnaître les accidents de travail et de contester les aptitudes pour mieux licencier. Clairement, une médecine du travail totalement soumise au patronat.

Même chose pour les handicapés, puisque l'obligation d'embauche pourra être contournée.

Quant à l'inspection du travail, elle perd le droit de sanctionner le patronat. Les peines de prison sont supprimées et les amendes deviennent purement administratives. Un travailleur meurt au boulot : le patron échappera désormais quasiment à la justice.

La libéralisation tous azimuts s'étend aux professions réglementées. Les cabinets d'avocats pourront élargir leur capital ... aux monopoles et aux puissants groupes anglo-saxons ... subordonnant toujours plus la justice aux intérêts financiers.

Dans les transports, Macron s'attaque au service public déjà affaibli de la SNCF en permettant aux autocars en concurrence de desservir les principales villes à des tarifs plus bas que les trains [obligation de tarif inscrite dans la loi]. Prime à un patronat rapace qui néglige les conditions d'horaires de ses chauffeurs et la sécurité des clients. Face à un tel déferlement de mesures antisociales, la riposte doit être double :

- syndicale : en décembre, les travailleurs concernés ont manifesté à Paris, il faut amplifier le mouvement, lancer des grèves de solidarité contre l'extension du travail le dimanche, pour la défense de nos droits, pour tuer dans l'œuf la loi Macron
- citoyenne : l'URCF appelle les travailleurs à une campagne de boycott des magasins ouverts le dimanche dans le cadre de la loi Macron.

Sauf pour les services publics dont c'est la mission, tout le monde a droit au repos dominical.

En fait, la loi Macron se veut une étape transitoire à la liquidation de la notion de jours de repos, des horaires légaux de travail et du contrat de travail.

JL. S.

Le « syndicalisme rassemblé » à la CGT: un bilan catastrophique pour les travailleurs

Le 29 janvier 1994, sous la nef du palais des sports de Saint-Ouen dans les Hauts-de-Seine, le PCF tient son 28e congrès. L'écrasante majorité des participants célèbre la mutation de leur parti en organisation sociale-démocrate et fête l'élection de Robert Hue au poste de secrétaire national du PCF mutant.

Un an plus tard, alors que la France est paralysée depuis plus d'un mois par un formidable mouvement social contre le plan Juppé sur les retraites et la sécurité sociale, le 3 décembre 1995, s'ouvre à Montreuil, le 45e congrès de la CGT. Le 8 décembre 1995, les congressistes triés sur le volet célèbrent majoritairement la transformation de la CGT en syndicat réformiste, et son départ de la Fédération syndicale mondiale (FSM) non sans applaudir la réélection de Louis Viannet (au poste de secrétaire général), un des principaux artisans de la liquidation de la CGT de classe et de masse avec, entre autres, Gérard Alezard, Lydia Brovelli, Gérard Delahaye, François Duteil, Jean-Louis Fournier, Jean-Christophe Le Duigou, Maurice Lamoot, Jacqueline Léonard, Alphonse Véronèse…

En « marge » de cet évènement, le conflit conduit par les cheminots se poursuit malgré des signes d'essoufflement. Mais, les gradins à peine démontés, Louis Viannet annonce la participation de la CGT au sommet social qui s'est tenu à Matignon, le 21 décembre 1995 pour « sortir le pays de la crise ». Cette annonce fut la réponse de la nouvelle direction de la CGT à la demande des travailleurs en lutte pour un appel à la grève générale.

Cependant, sous la pression de la rue, le gouvernement Chirac/Juppé retire son plan sur la réforme des retraites mais maintient sa réforme de la Sécurité sociale dont la gestion est désormais transférée au parlement, en accord avec l'ensemble des partenaires sociaux, dont la CGT.

L'unité au sommet au service du Capital

Ainsi, le 45e congrès a définitivement sonné le glas de la CGT anticapitaliste œuvrant à la transformation de la société par la socialisation des grands moyens de production et d'échange.

Quatre ans plus tard, le 46e confirme la nouvelle politique pro-capitaliste de l'appareil de la CGT dirigé par Bernard Thibault, ancien secrétaire général de la fédération des cheminots et adhère à la CES, véritable rouage de l'UE. Ainsi, la direction de la CGT accélère la poursuite de sa politique d'adaptation aux nouvelles exigences du Capital. Elle reprend à son compte la politique « autogestionnaire, » celle de l'association capital-travail si chère à la CES et farouchement défendue, en France, par la CFDT. Résultat : les cadres de la CGT paradent comme jamais dans les Commissions ministérielles, les organismes paritaires en passant par le Conseil économique et social. Une pléthore de permanents s'aristocratise grâce aux subsides que leur verse le patronat via plusieurs canaux autorisés ou admis : la formation professionnelle, la publicité, le détachement voire les emplois fictifs. La paix sociale n'a pas de prix. La corruption gangrène tous les rouages de l'organisation éloignant de fait les dirigeants de leur propre base et le syndicat des travailleurs. Dans ce contexte délétère, Bernard Thibault vante les mérites du « syndicalisme rassemblé », c'est-à-dire de l'unité exclusive d'action avec la CFDT (syndicat toujours aux avant-postes de la collaboration avec le Capital) et la perte d'action indépendante de la CGT. La négociation entre « partenaires sociaux » se substituant de fait à la lutte.

La CGT est devenue plus présentable. Certains de ses dirigeants ont même noué des relations personnelles avec des dirigeants bourgeois. Ils sont plus visibles sur les plateaux de télé que devant les portes des usines menacées de fermeture ou des entreprises en lutte. Rien de surprenant puisque la CGT n'a plus de plate-forme revendicative unificatrice des travailleurs ni de stratégie globale. Son agenda est tenu par le gouvernement et par le Medef. Le « syndicalisme rassemblé » fixe sa feuille de route : l'unité au sommet pour cogérer les mises en œuvre des contre-réformes des gouvernements qui se succèdent et canaliser au besoin le mécontentement des salariés.

Ainsi, devant l'aggravation de la crise du capitalisme, l'Etat bourgeois et les gouvernements, de gauche comme de droite, au service du patronat sont contraints pour défendre le taux de profit de faire baisser le pouvoir d'achat des travailleurs, de dégrader leurs conditions de travail et d'existence, de liquider leurs acquis sociaux. Ils mènent une lutte sans répit contre la classe ouvrière et ses alliés. Les attaques sont nombreuses. Mais malgré leur combativité (dans l'éparpillement et dans l'isolement), les travailleurs au niveau national accumulent les échecs et les reculs. Retraites, emploi, Sécurité sociale, droit du travail, libertés syndicales, tous les acquis de l'après-guerre sont remis en cause. Le « syndicalisme rassemblé » se déploie pour expurger la colère des salariés en organisant des journées de protestation exutoires, espacées et sans lendemain quand il ne reste pas l'arme au pied, purement et simplement.

Résultat : le chômage n'en finit plus de grimper ; la précarité sociale est devenue la norme pour des générations entières, la baisse des salaires et l'allongement de la durée du travail se généralisent sans entrave ; la liquidation progressive de la Sécurité sociale et de la retraite par répartition sont un objectif clairement affiché par le patronat et les gouvernements à sa solde tout comme l'est la liquidation du Code du travail et tout ce qui entrave la libre exploitation du travail salarié.

Ainsi, le « syndicalisme rassemblé » ne finit pas de faire la démonstration de son inefficacité. Son bilan est une somme d'échecs et de reculs jamais subis par le mouvement ouvrier. Aussi et à l'évidence, les états-majors qui se sont succédé à la tête de la CGT depuis le 45e congrès sont proches du patronat et des cabinets ministériels.

Ainsi l'affaire Lepaon est révélatrice des manœuvres et des mauvais coups qui se trament dans les coulisses. Elle est l'illustration de la dérive réformiste de la CGT où les intérêts particuliers de ses bureaucrates ont depuis longtemps pris le pas sur l'intérêt des salariés, au seul bénéfice du patronat et des alliés politiques. Les travailleurs et les syndiqués ont raison de se sentir trahis par cette aristocratie, qu'ils ont tout intérêt à combattre sans ménagement. La renaissance du syndicalisme de classe dépend avant tout de la base.

A.B.

UMP, PS, FN : un trépied pour l'exploitation capitaliste !

Depuis de nombreuses années, l'URCF n'a de cesse de mettre en évidence le rôle joué par l'alternance UMP-PS dans la sauvegarde du système d'exploitation capitaliste. Mais depuis le début du XXIème siècle, notre analyse politique se doit d'intégrer la place de plus en plus importante prise par le parti lepéniste (FN) sur l'échiquier au service de la classe capitaliste.

Une (résistible) ascension savamment orchestrée…

En effet, nous avons montré, dans IC 123, comment le Front National progresse aux élections essentiellement à la faveur d'une abstention massive (57 % aux Européennes), notamment dans les milieux populaires, en surfant sur une vague de démagogie « anti-système » et « anti-UE ». Cette progression se confirme dans les derniers scrutins politiques de décembre (législatives partielles), où le taux d'abstention est monté à plus de 70 %, permettant au FN de figurer au 2ème tour de ces scrutins. Pour mobiliser son électorat, la direction de ce parti peut compter sur les coups de pouce médiatiques et stratégiques de la classe dominante : le nombre de passages de Marine Le Pen et de ses lieutenants sur des chaînes de télé et de radio n'a cessé d'augmenter depuis 2013 ; et quand le FN ne se fait pas entendre en direct, les responsables du PS et de l'UMP se chargent de rappeler son existence aux électeurs potentiels du « vote utile », espérant ainsi sauver quelques meubles dans leur déroute politique (cf Valls qui, en septembre 2014, prétendait voir « *l'extrême-droite et Marine Le Pen aux portes du pouvoir* », ou Sarkozy-le-revenant promettant en décembre de ne passer « *aucun accord avec le FN* »).

… pour servir le consensus UMP-PS

Le spectre ainsi agité par les tenants du « Front républicain » contre le FN ne se réfère pas au programme de ce parti, mais à son caractère xénophobe, antisémite et « haineux ». Si à l'UMP comme au PS, on prône le désistement contre le FN au nom des sacro-saintes « valeurs républicaines », pourquoi ne pas purement et simplement l'interdire, si ce n'est parce que le Capital y trouve son compte ? Sur le plan institutionnel, on a récemment entendu Manuel Valls sur France 2 s'opposer à l'introduction de la proportionnelle dans les scrutins nationaux sous prétexte que « *ça ferait rentrer 150 ou 180 députés du FN et que cela rendrait le pays totalement ingouvernable* ».

Sur le plan social, il est évident que la bourgeoisie a intérêt à diffuser et soutenir le venin de la division entre travailleurs français et étrangers.

Trois fers au feu

Au-delà des chances de se maintenir au pouvoir, pour les politiciens de l'UMP et du PS, c'est bien la stratégie idéologique de la classe dominante qui prévaut, dans l'espace laissé au Front national : celle de la sauvegarde à tout prix du système capitaliste. Concernant le FN, il ne faut pas confondre sa base essentiellement petite bourgeoise avec sa direction, expression des intérêts du Capital, comme il est facile d'en apporter la preuve.

La preuve par la loi Macron

Le projet de loi présenté par le ministre de l'Economie au Conseil des ministres du 10 décembre 2014 (« loi Macron ») est de pur jus « néo-libéral, » avec son lot de dérèglementations et de privatisations ; on assiste à une véritable division du travail entre le PS, l'UMP et le FN : le PS propose, l'UMP et le FN font mine de s'y opposer. L'UMP n'y voit qu'un problème de « méthode », tandis que le FN, tout en prenant la défense des huissiers et notaires, dénonce aussi la libéralisation des autocars et le nombre excessif de dimanches travaillés. Quant aux attaques les plus graves contre les garanties des travailleurs (suppression des conseillers prud'homaux, assouplissement des règles de licenciements...), elles ne sont contestées ni par les uns ni par les autres, le FN se disant le Parti de la libre entreprise.

Et c'est en cela qu'on repère aisément le consensus qui relie les 3 formations politiques autour d'une cause commune : le droit, pour la classe des possédants, d'exploiter davantage pour préserver ses profits.

La preuve par le programme du FN

Consensus confirmé, si on se penche sérieusement sur le programme économique et social du FN, fortement inspiré du modèle états-unien des années 30 et 80.
Certaines notions (« *planification de la réindustrialisation* », « *nationalisation des banques de dépôt* ») peuvent faire illusion, mais elles ne constituent en rien une remise en cause du système capitaliste .

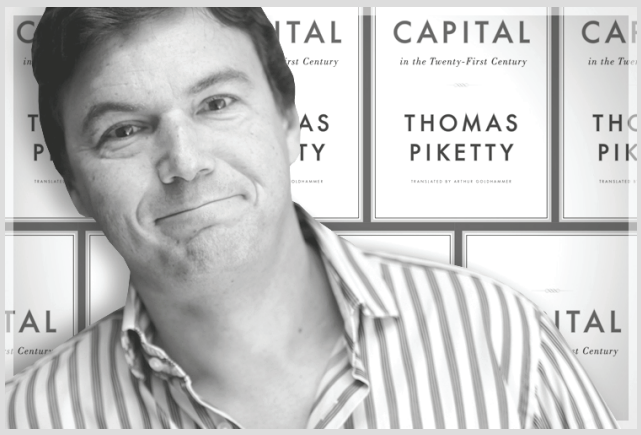
Si une légère ponction est envisagée sur les « *50 plus fortes capitalisations boursières* », les plus lourdes ponctions, destinées à éponger la dette, sont prévues sur l'épargne des particuliers (« *mesures fiscales et réglementaires* ») ; le protectionnisme national affiché derrière la loi « *Acheter français* » est l'exacte transcription de la loi « *Buy American Act* » qui, depuis 1933, favorise aux Etats-Unis l'achat par l'Etat de produits issus d'entreprises américaines, sans bien entendu avoir réduit le degré d'exploitation des travailleurs de ce pays.
Enfin, le plus caractéristique est la défense prééminente des PME, presque sacralisées comme « *fer de lance de l'activité économique* », à travers des propositions qui ne font qu'accentuer des recettes bien connues, pratiquées depuis des décennies par l'axe UMP-PS, (et même par le Front de Gauche) au nom de la « *baisse du coût du travail* » et de la compétitivité : baisse des «cotisations sociales », crédit d'impôt, incitations fiscales à multiplier les «business angels » (associé-entrepreneur), apprentissage dès 14 ans et porté à 700 000 contrats, etc.
On cherchera en vain la moindre proposition destinée à renforcer les droits des travailleurs face à l'arbitraire patronal dans ces PME (moins de 3,5 % de syndicalisation dans ces entreprises !).

Il résulte de ce qui précède que les travailleurs de France n'ont rien à espérer du carcan politique actuel, entièrement aux mains de la classe capitaliste. Seul un parti communiste qui cible clairement la propriété des moyens de production et l'Etat capitaliste, et ouvre la perspective d'une révolution socialiste, peut parler au nom de la classe des exploités et contribuer à son émancipation. C'est ce à quoi les militants de l'URCF travaillent avec constance et détermination.

E.K

« Le Capital » de Piketty ou l'imposture de la régulation

L'ouvrage de Piketty a rencontré un grand succès d'édition. Cela traduit la recherche d'alternatives à la politique tous azimuts d'austérité et, dans ce cadre, l'émergence de propositions réformistes visant à rendre plus «social » plus « humain » le capitalisme. Doté d'un très riche appareil statistique, le livre analyse l'évolution des revenus du patrimoine dans le monde.



Qui est Piketty ?

« Je fais partie de cette génération qui est devenue adulte (avec) l'effondrement des dictatures communistes et qui n'a jamais ressenti ni tendresse ni nostalgie pour ces régimes et le soviétisme (…) ; je suis vacciné à vie contre les discours anticapitalistes convenus et paresseux ».

Rappel nécessaire à ceux qui se sont indignés à la sortie du livre et ont traité Piketty de « marxiste camouflé ». C'est toute l'impasse du faux débat entre néo-libéralisme et keynésianisme qui, de façon différente, défendent de fait le maintien du système capitaliste.

Pourquoi ce titre ?

Le choix du titre relève un peu de l'imposture par son emprunt à l'ouvrage fondamental de Marx que l'auteur avoue n'avoir jamais lu ! De fait, Piketty « réduit » son analyse au mode de répartition des richesses et ignore les lois matérielles de fonctionnement du capitalisme. Premier constat de Piketty, (évident pour les marxistes), les patrimoines hérités se multiplient plus vite que la croissance. Cela exprimerait selon Piketty, la principale contradiction du Capital : son taux de rendement dépasse durablement le taux de croissance de la production et du revenu salarial.

Piketty, qui se déclare attaché à la « méritocratie » (la réussite individuelle) et à la société libérale fondée sur l'État de droit, s'en inquiète, tant les inégalités sont paroxystiques, menaçant l'équilibre du système. Les 85 plus grandes fortunes détiennent autant que 3 milliards d'individus. Il y a donc urgence pour Piketty à réformer le mode de répartition des richesses.

En France le rapport entre le taux de rendement du Capital comparé au revenu national est 5,5 fois plus élevé. D'où le rêve de Piketty, partagé par l'opportunisme contemporain, de revenir aux « trente Glorieuses » du capitalisme : le taux de rendement du Capital était « seulement » 2 fois plus élevé, et traduisait le fait que dans le revenu national l'écart entre revenus du Capital et du travail était moindre.

Pourquoi parlons-nous de rêve ? Parce qu'il faut examiner les conditions objectives de cette phase de croissance du capitalisme. Piketty le reconnaît, il y a le facteur de la guerre mondiale qui a détruit les forces productives (usines, machines et plus de 50 millions de personnes souvent jeunes et actives), ce qui a favorisé (à quel prix !) la relance, l'investissement productif souvent par l'argent public et la baisse démographique. De plus, la baisse démographique a permis de diminuer la quantité de « l'armée industrielle de réserve » (chômeurs). Période aussi qui vit la destruction des capitaux en excès notamment ceux des États capitalistes vaincus et donc l'élimination de concurrents. N'oublions pas les facteurs politiques, avec la victoire de l'URSS sur le fascisme, la formation d'un camp socialiste, les progrès du mouvement ouvrier et gréviste.

Toutes ces causes exerçaient une pression sur le Capital mondial. La peur de la contagion révolutionnaire (France, Italie avec des forts PC) obligea le Capital à opérer des concessions sociales et démocratiques.

Mais les lois économiques du capitalisme opérèrent. Avec l'inégalité de développement entre pays capitalistes, le monde vit la montée de concurrents à la domination US, après avoir été sous sa tutelle : Allemagne, UE, Japon… La loi de concurrence s'amplifia, la fin des empires coloniaux poussa les pays impérialistes à restructurer leurs marchés.

Au début des années 70 commença la crise structurelle la plus longue du capitalisme, dont nous ne sommes pas sortis. Dès lors, avec un rapport de forces plus favorable (montée de l'opportunisme dans beaucoup de PC) le Capital put déclencher une vaste offensive contre le travail : politique de l'offre, privatisations, austérité, transfert croissant des revenus du travail vers le Capital, augmentant sans cesse le rendement du Capital, et diminuant en conséquence la part des revenus du travail dans le revenu national.

L'impasse du réformisme.

La limite subjective du livre de Piketty se trouve dans son refus découlant de son postulat idéologique jugeant le capitalisme comme incontournable. En effet, le Capital n'est pas un phénomène « en soi », mais le résultat du rapport social d'un mode de production. On ne peut comprendre la source de l'inégalité des revenus et du patrimoine sans mesurer que c'est la propriété privée capitaliste des moyens de production avec son extorsion de la plus-value par le surtravail (travail gratuit), l'appropriation privée des richesses produites qui génèrent l'exploitation et les inégalités.

Seul le taux de profit, compte tenu de sa baisse tendancielle, intéresse la classe capitaliste pour assurer la production et non la satisfaction des besoins réels des travailleurs. Le taux accru de rendement du Capital a été permis par l'extension du capitalisme à tout le globe avec l'exploitation de plus de 600 millions d'ouvriers dans le monde. Jamais, contrairement à ce que disent les idéologues bourgeois de la société post-industrielle, il n'y a eu autant de prolétaires dans le monde. Augmenter le rendement du Capital exige l'élimination des concurrents, d'où l'aiguisement des contradictions interimpérialistes entre monopoles et États, la baisse drastique des revenus du travail.

Nous assistons au parasitisme et au pourrissement croissants du capitalisme. D'où une certaine impuissance de Piketty dans sa volonté d'aménager le capitalisme pour le rendre « social », « humain », investissant dans l'éducation et la production (on croirait entendre le PCF !) avec sa proposition d'un impôt mondial sur le Capital que lui-même qualifie « d'utopique ».

Mais après tout, l'aménagement du capitalisme relève plus du rêve que de la réalité. Pour supprimer tous les maux du capitalisme, il faut une Révolution socialiste nationale et internationale pour socialiser les moyens de production et d'échange, planifier l'économie, briser l'État du Capital et transférer le pouvoir à la classe ouvrière et aux travailleurs, afin que les travailleurs s'approprient enfin toutes les richesses qu'ils produisent !

JLS.

Figure de l'opportunisme contemporain
Émergence d'une nouvelle social-démocratie
LE PCF

Le PCF va réviser dans les années 1970 la théorie selon laquelle tout Etat est constitué par la dictature de la classe dominante. En plein accord avec le révisionnisme Khrouchtchévien, le PCF élabore un programme d'étape intermédiaire, « la démocratie avancée », avec un programme commun » avec le parti socialiste, qui s'était illustré, sous la quatrième République, par son soutien au capitalisme, au plan Marshall, et sa conduite des guerres coloniales . Cela permettra à la social-démocratie de redevenir dominante dans le mouvement populaire. Ainsi, après chaque alternance avec la droite, la social-démocratie recule en popularité, le PS se divise en courants. Après l'échec social de la « gauche plurielle », le PCF révise sa stratégie de participation au gouvernement, mais reste totalement électoralement dépendant du PS pour maintenir ses élus.

L'abandon de la référence pratique et théorique au socialisme par le PCF donne des ailes à la social-démocratie qui se reconstitue malgré le mécontentement des travailleurs.

Le Front de gauche constitue alors la nouvelle alliance opportuniste pour accréditer l'idée que l'on peut peser sur les orientations droitières du PS pour aménager « humainement » le Capital.

Jugeons sur pièce à partir de l'analyse critique du programme du PCF-Front de gauche. L'analyse marxiste de l'Etat est purement et simplement ignorée et ne figure pas non plus dans les résolutions des derniers congrès du PCF. Pour le Front de Gauche, l'Etat est présenté comme « démocratie » au service de l'intérêt général. Le concept de « partage des pouvoirs, de partage des richesses, de partage de savoirs » indique clairement que la finalité politique réside dans un compromis avec le Capital. De cette façon, la propriété privée des moyens de production pour l'appropriation individuelle du travail humain par la classe capitaliste, est édulcorée sous le mot d'ordre de « partenariat et le dialogue social ». Les slogans sur les pôles bancaires (banques d'investissement) et l'utilisation de la banque centrale européenne pour créer des emplois prônée par le PCF avec le partenariat public-privé, justifient pleinement la loi Macron sur la modernisation de l'économie. En effet, cet ancien banquier d'affaire de la banque Rothschild veut favoriser la concentration monopoliste dans les activités des professions réglementées, ouvrir les marchés du transport à la concurrence, et développer l'actionnariat salarié. Pendant ce temps-là, Pierre Laurent secrétaire national du PCF invite Pierre Gattaz, président du MEDEF, dans les locaux du journal l'Humanité pour plaider sur une « mondialisation de partage » avec le Capital. C'est alors le règne des faux débats entre gens civilisés : le MEDEF vante «la flexisécurité » du « modèle danois », tandis que de l'autre, Pierre Laurent défend la « sécurité sociale professionnelle », à caractère individuel. Finalement Pierre Gattaz reconnaît avoir des convergences avec le PCF sur le devenir des entreprises ! Cela est nié par Pierre Laurent qui repart à la charge pour opposer le capital financier au capital productif.

L'abandon de la référence pratique et théorique au socialisme par le PCF donne des ailes à la social-démocratie qui se reconstitue malgré le mécontentement des travailleurs. Aujourd'hui le PCF s'allie avec les frondeurs, demain, nul doute, qu'il y aura d'autres combinaisons politiciennes, car la social-démocratie est nécessaire au Capital pour sauver son système.

A.BJ.

L'URCF au 7ème Congrès de *Communistes*

Rolande PERLICAN (fondatrice de Communistes) a ouvert le congrès en saluant la présence de nos camarades de l'URCF (Union des Révolutionnaires Communistes de France), Jean Luc SALLÉ, secrétaire général, et Alain BOISJOT membre du Bureau politique, qui ont répondu chaleureusement à l'invitation de notre Parti.

Leur présence n'est pas fortuite. Des échanges ont eu lieu ces derniers mois entre nous. Il en est résulté un constat et une proposition. R. Perlican fait un court rappel « historique ». **Il s'est avéré de plus en plus clairement, après le programme Commun, la présidence de Mitterrand, la défaite de l'URSS, que le PCF poursuivait « son virage social-démocrate ».**
Des militants qui souhaitaient garder un parti révolutionnaire se sont exprimés dans les fédérations, les sections. Je me suis exprimée devant le Comité Central dont j'étais membre.
Des groupes opposants, plus ou moins importants se sont formés à l'intérieur du PCF. C'est le cas de la Coordination en 1991 et d'autres, en particulier après 1997 quand le PCF, pour la seconde fois, a décidé de participer au gouvernement socialiste Jospin. Certains de ces groupes existent encore aujourd'hui, liés peu ou prou au PCF. Des camarades qui lisaient mon intervention dans l'Humanité m'ont contactée, nous en avons nous-mêmes contacté d'autres. Nous nous réunissions pour faire le point, à ce moment là - dans le PCF. Notre constat que ses dirigeants poursuivraient son évolution sociale-démocrate nous a amenés à prendre la décision de le quitter en mars 2000 au 30ème congrès.
Un Parti révolutionnaire est indispensable à la classe ouvrière et au peuple, nous avons décidé d'en créer un. En mai 2000, des camarades se sont réunis, ils ont lancé un appel à la création de ce parti dont le 1er congrès a eu lieu en mars 2002. Nous l'avons appelé « Communistes ». L'URCF n'existait pas en 2002. Les circonstances historiques faisaient que nos camarades étaient membres depuis 1991 de la « Coordination ».
Ils ont ensuite eux-mêmes créé les conditions de leur évolution avec la création de l'URCF. Jean Luc vous l'expliquera. Aujourd'hui le moment est venu de conjuguer nos forces pour travailler ensemble à faire franchir une nouvelle étape à ce Parti révolutionnaire qui nous sera commun ».

J.L. SALLÉ, secrétaire général de l'URCF s'est adressé aux congressistes au moment de l'ouverture du congrès :

« Chers camarades, Je voudrais tout d'abord, au nom de l'Union des Révolutionnaires-Communistes de France, vous remercier chaleureusement, en particulier votre secrétaire national Antonio Sanchez, de votre invitation fraternelle au 7ème Congrès de votre Parti et Rolande Perlican pour son discours d'accueil.
En 1991, confrontés à la fois à l'achèvement de la mutation réformiste du PCF et à la victoire de la contre-révolution en URSS, nous avons participé à la création de la Coordination Communiste qui était unie sur l'objectif de défendre l'identité communiste dans le PCF. La Coordination Communiste remporta quelques succès mais se heurta plus durement sur la stratégie : reconquérir le PCF ? ou rompre pour reconstruire un Parti communiste véritablement marxiste-léniniste ? **En mars 2000, lors du 30ème Congrès du PCF, la majorité de la Coordination (aujourd'hui URCF) opta pour la rupture et s'engagea à faire renaître un Parti révolutionnaire, au prix de la scission des minoritaires dans nos rangs.**
Dans le même temps et depuis plusieurs années, Rolande Perlican menait un combat résolu contre l'opportunisme et regroupait aussi beaucoup de militants ; ce qui a abouti à la création de votre Parti en 2002.
Avant même de créer l'URCF en 2004 et après, nous avons dû construire notre unité politique et théorique et affronter l'opportunisme sous diverses formes. L'URCF a axé le travail militant principalement dans et en direction des entreprises ; nous avons acquis une solide unité politique et avons progressé dans la classe ouvrière, colonne vertébrale d'un véritable parti communiste et chez les jeunes. Nous avons des statuts, un Programme de luttes pour le socialisme, un Comité central, nous constituons une organisation véritablement pré-parti.
Parallèlement, nous n'avons jamais ignoré qu'en créant « Communistes », vous étiez la

Antonio SANCHEZ
Secrétaire national
de « Communistes »

seule organisation, avec l'URCF, à avoir rompu réellement avec le parti opportuniste et réformiste. Nous avons toujours suivi avec beaucoup d'attention et d'intérêt le travail sérieux de votre Parti. Nous avons mesuré les convergences stratégiques et politiques existantes. Nous avons établi un constat commun. Vous avez acquis une expérience précieuse et des résultats en tant que Parti révolutionnaire. L'URCF est proche de se transformer en Parti et va fonder une Jeunesse Communiste. **L'efficacité et l'intérêt des travailleurs commandent que tout soit fait pour concrétiser l'unité des révolutionnaires en un seul parti.**
Aussi, d'un commun accord, nous avons décidé d'œuvrer à un processus d'unification de nos deux organisations en un seul Parti des communistes avec pour objectif central le renversement du capitalisme, de son mode de production et de son Etat par l'instauration du socialisme. Nous savons l'écho et les espoirs que cela va susciter. La dynamique révolutionnaire qui en sera la conséquence puisque un Parti plus fort, plus ancré chez les travailleurs, les quartiers populaires et la jeunesse en sera le résultat. Nos responsabilités sont grandes mais nous sommes confrontés tous ensemble à une tâche enthousiasmante ! C'est pourquoi l'URCF avec ses militants est prête à s'engager côte à côte avec vous dans un processus d'unification ».

Antonio SANCHEZ Secrétaire National de « Communistes » prend la parole :

« Merci à nos camarades de l'URCF d'avoir répondu à notre invitation à participer à notre congrès. Merci à Jean Luc Sallé pour son intervention et ses vœux de succès à notre congrès.
Voilà plus de 12 ans que nous avons créé ce parti révolutionnaire parce qu'il n'y en avait plus en France et qu'il était urgent de donner à la classe ouvrière et au peuple de notre pays, cet outil indispensable pour mener son combat de classe contre le capitalisme. Nous pensons que le moment est venu de mettre en commun nos forces avec celles de l'URCF qui a les mêmes objectifs, les mêmes orientations que notre parti, pour construire ensemble ce parti révolutionnaire. Construire ensemble ce Parti, répond tout à fait à la nécessité, à l'intérêt de la lutte des travailleurs de France.
D'un commun accord nous avons décidé comme l'a dit Jean Luc de créer les conditions pour réaliser cet objectif dans les prochains mois.
Nous sommes persuadés qu'ensemble, avec l'expérience, les capacités des uns et des autres, avec notre détermination commune, nous construirons un parti révolutionnaire, plus fort, plus influent, qui comptera dans la vie nationale. Je suis convaincu que notre décision commune aura sans aucun doute un écho important **».**
Les interventions de R. Perlican, de J.L. Sallé, A. Sanchez ont été chaleureusement applaudies.
Le congrès de Communistes a donné mandat à son Comité National pour mettre en œuvre cette décision commune avec notre organisation.

Discours de clôture de l'URCF au 7ème Congrès de « Communistes »

Chers camarades,
Hier, je souhaitais plein succès à votre Congrès. L'objectif a été accompli et vous pouvez être légitimement fiers de vos travaux.
La qualité du rapport de Tonio Sanchez et des interventions des congressistes permettent la compréhension de manière concrète des souffrances immenses engendrées par le capitalisme dans le monde. Capitalisme qui constitue plus que jamais l'obstacle à la satisfaction des besoins matériels et culturels même les plus vitaux.
Sur le plan de l'analyse de la situation en France, vous avez montré la capacité de « Communistes » à relier la question des luttes à l'entreprise avec l'analyse de la stratégie du Capital. **Vos interventions montrent que nous avons des convergences pour dénoncer et lutter contre les Partis du Capital : UMP, PS, FN ; combat indissociable de la lutte contre l'opportunisme** c'est-à-dire, les

divers tenants de l'aménagement du capitalisme y compris les directions syndicales intégrées au système et à l'Union européenne.
Nous avons apprécié votre mise en avant, partout des luttes, ces dernières, même isolées, et laissées sans véritable solidarité de classe et sans direction stratégique, ont d'autant plus un caractère d'exemplarité. Notre responsabilité commune est de faire connaître et populariser ces luttes et grèves. **Comme vous et à contre-courant, nous montrons que les monopoles dirigent les États, les gouvernements et les instances impérialistes.** Le 21ème siècle voit les contradictions inter-impérialistes entre multinationales et États se manifester avec une acuité qui n'est pas sans rappeler l'avant 1914.
Les guerres et le recours au fascisme comme en Ukraine sont le produit du mode de production capitaliste et le moyen barbare pour détruire les capitaux en excès et les forces productives et essayer de conjurer la crise.
La lutte anti-guerre et contre le fascisme est donc avant tout une lutte contre le capitalisme.
L'opportunisme dans le mouvement communiste international et la contre-révolution en URSS ont détruit nombre de Partis communistes ; mais la reconstruction s'opère internationalement, nous pensons que l'unification de « Communistes » et de l'URCF va créer un Parti plus fort qui jouera le rôle qui doit être le sien dans le mouvement communiste international.
Enfin, votre Congrès a réaffirmé avec force votre engagement pour abattre le capitalisme. Nous avons une analyse partagée de la nature de la crise qui est bien celle du mode de production capitaliste (et non la seule « crise financière ») dont on peut se demander si elle n'indique pas la sénilité incurable du système d'exploitation.
Mais le capitalisme ne tombera pas de lui-même comme un fruit pourri. Le changement de mode de production et de société exige une révolution !
Comment construire l'alternative véritable : le socialisme ?
Nos deux organisations ont rompu avec l'héritage opportuniste des années 60 qui déconnectait les tâches intermédiaires du but final stratégique : le socialisme.
Dans l'immédiat, les communistes révolutionnaires ont pour mission de soutenir et développer les luttes pour se défendre afin que les capitalistes responsables de la crise en soient les payeurs. Nous devons faire grandir la colère contre le pacte de responsabilité qui institutionnalise les aides publiques au Capital, la collaboration de classes et légifère sur le transfert de l'argent des travailleurs dans les poches du Capital.
Défense des emplois, (salaires et pensions), satisfaction des besoins sont les clés du contenu des luttes quotidiennes, mais nous devons avancer dans les luttes, des mots d'ordre politiques comme la nationalisation sans indemnisation des services publics privatisés et des monopoles casseurs d'emplois, la défense des droits démocratiques afin de permettre aux forces ouvrières d'être représentées dans les instances élues avec la proportionnelle intégrale, la défense de la souveraineté nationale contre l'UE et l'OTAN, la lutte contre la guerre à un moment où l'impérialisme français se montre le plus belliciste d'Europe.
A PSA Aulnay, en avançant le mot d'ordre de nationalisation sans indemnisation, nous n'avons pas gagné la bataille mais nous avons élevé des consciences en mettant au premier plan pour transformer révolutionnairement la société, la remise en cause de la propriété capitaliste les moyens et instruments de production et de l'État des monopoles qu'il faut abattre pour que les nationalisations aient un caractère véritablement socialiste. **La lutte pour le socialisme exige la défense résolue de la première expérience de construction du socialisme en URSS, la clarté sur la période ascendante avec des réalisations économiques et sociales inouïes et la période descendante** où l'opportunisme et la négation de la lutte de classe couplés aux réformes de marché ont alimenté la contre-révolution de 1991.
Enfin, je voudrais remercier tous les congressistes pour leur accueil fraternel. Nous avons, avec émotion, suivi votre vote unanime en faveur du processus d'unification, l'URCF sera à la hauteur de ses responsabilités, soyez en sûrs, camarades.

JL. Sallé, Secrétaire général de l'URCF.

URCF

Le 4ème Congrès de l'URCF va se tenir les 24 et 25 janvier 2015 à Paris.

On discutera de l'orientation politique, de la question du processus de l'unification et du travail dans la jeunesse en présence d'une délégation de camarades de « Communistes » qui seront invités dans le cadre du processus d'unification de nos 2 organisations.

Notre document d'orientation et d'activités portera sur les thèmes suivants :

Chapitre 1 : le système mondial de l'impérialisme

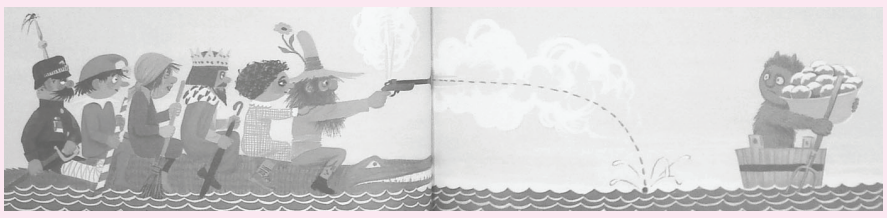
Chapitre 2 : la situation en France et dans l'UE

Chapitre 3 : construction du Parti - bilan des activités URCF

Chapitre 4 : notre stratégie, révolution socialiste vers le socialisme/communisme

Le dimanche sera consacré à la discussion sur la fondation de la jeunesse communiste révolutionnaire.

LA RDA AURAIT 65 ANS SI...



Ce n'est pas seulement faire preuve d'*Ostalgie*, de la part de celles et ceux d'entre nous qui ont été nourris pendant les années 1960 par les dessins animés et les timbres-poste d'Allemagne de l'Est, que de commémorer aujourd'hui le soixante-cinquième anniversaire de la proclamation de la République démocratique allemande le 7 octobre 1949.

J'évoquerai, par exemple, « *Alerte au théâtre de Kasperle* [cousin germain de Guignol] », réalisé par Lothar Barke en 1960 : « « *La nuit, entre minuit et une heure, on s'amuse beaucoup au théâtre des marionnettes. D'autant plus que, récemment, c'était l'anniversaire de Mère-Grand et qu'il y avait des beignets. Kasperle* [le cousin germain de Guignol], *Gretel, la sorcière, le voleur, le roi et le crocodile, tous rêvent de manger des beignets. Mais le petit diable leur aurait presque gâté le plaisir. Il a voulu garder tout le bol de beignets pour lui, plutôt que de le partager. C'est pourquoi il a disparu avec tous les beignets. Immédiatement, tous se sont lancés à sa poursuite sur terre et sur l'eau. Mais ce sale type s'est réfugié dans les nuages et a vidé le bol. Bien sûr, il a eu une indigestion et a dû avaler un remède, tandis que les autres ont festoyé gaiement.* " (Die Trick-Fabrik, DEFA-Animationsfilme 1955-1990).

Dans une scène de ce dessin animé, le petit diable (l'impérialisme ouest-allemand), en fuite pour emporter son butin après une intrusion en RDA, tente de traverser la rivière frontalière (l'Elbe) pour atteindre l'autre rive (la RFA). Là, il compte se repaître du fruit de son forfait. C'est sans compter sur les six petits camarades (le peuple), embarqués sur le crocodile (une vedette rapide de la police frontalière allemande). Fridolin (un missionnaire chrétien du VIe siècle, que les paysans badois ont chassé comme un voleur quand il est venu s'installer sur l'île de Säckingen, où ils faisaient paître leur bétail) lui tire dessus avec un pétard mouillé. Et Gretel (mieux inspirée, dans le célèbre conte de Grimm, quand elle pousse dans un four allumé la sorcière qui la retient prisonnière avec son frère Hänsel, que quand elle se laisse prendre à l'*Ostpolitik*) demande à Fridolin : « *Ne vise pas notre diable, il est encore utile au jeu !* »

En matière de philatélie, je mentionnerai, parmi d'autres, l'estampe célèbre d'Albrecht Dürer, « *Couple de paysans dansant* » (1514), reproduite sur le timbre émis par la *Deutsche Post* en 1960. Les Postes de la République populaire d'Albanie en 1971, de la République populaire de Hongrie et de la République socialiste tchécoslovaque en 1978, en firent autant, à l'occasion du 500e anniversaire de la naissance et du 450e anniversaire du décès de l'artiste. Ce timbre était mis en avant non seulement pour célébrer, à travers ce couple de paysans, la guerre des paysans tant vantée par Marx et Engels, que le rappel des grandes traditions démocratiques et populaires de l'Allemagne. L'art des XVIIe et XVIe siècles a ainsi été mis à contribution pour instruire le peuple – y compris à ne pas pactiser avec l'impérialisme US – par une République, qui a inscrit dans sa Constitution en 1968 : « *L'Homme se trouve au centre de tous les efforts de la société socialiste et de son État* » (art. 2).

A propos des causes externes de la restauration du capitalisme en 1989, rappelons aux lecteurs : l'existence d'une Allemagne capitaliste et revancharde qui pesait sur les esprits des jeunes de l'est malgré les succès reconnus mondialement de l'école est-allemande ; l'encerclement militaire exercé par l'OTAN qui menaçait en permanence l'existence de cet Etat, les milliards de dollars du plan Marshall qui contribuèrent à améliorer artificiellement le niveau de vie des Allemands de l'ouest, ainsi que la pression idéologique considérable exercée par l'ouest par le moyen des radios, télévisions etc.. De plus, les études étant entièrement gratuites en RDA, l'Ouest organisait la fuite des cerveaux (médecins, avocats, ingénieurs), en pillant littéralement le système éducatif est-allemand. La ministre de l'Éducation et épouse d'Erich Honecker, président du Conseil d'État, l'a clairement déterminé : « *Margot Honecker évoqua* [...] *« deux évolutions que tout oppose » : « la politique d'un développement résolu, démocratique et socialiste du système éducatif dans notre République, et la restauration de l'école impérialiste en Allemagne de l'Ouest ». « La formation de la société ouest-allemande », expliqua-t-elle en 1966, signifie pour le système éducatif ouest-allemand « opprimer la personnalité individuelle, uniformiser la pensée, soumettre le peuple par l'esprit, préparer la jeunesse à une nouvelle guerre impérialiste* » (Jean-Paul Cahn et Ulrich Pfeil (éd.), « *Allemagne, 1961-1974 : de la construction du Mur à l'*Ostpolitik », Presses Univ. Septentrion, 2009, p. 294).

LA RDA était un Etat socialiste. Avec ses seules forces [108 000 km 2 et seize millions d'habitants, un quart de l'Allemagne de l'Ouest], elle était devenue la dixième puissance économique mondiale ; les acquis du socialisme avaient permis une amélioration considérable du niveau de vie, comme l'avouent certains universitaires, qui ne peuvent pourtant être soupçonnés d'amitiés avec les communistes. Une germaniste, qui était sortie du PCF par la droite, l'a reconnu : « *Durant la dernière décennie, la R.D.A. réussit à améliorer le niveau de vie de sa population et réalisa un important programme socioculturel, notamment dans les domaines du logement, de la santé, de l'enseignement et de la recherche – sans parler des exploits sportifs attestés par les succès remportés dans les compétitions internationales* » (Rita Thalmann, « *Allemande (République Démocratique)* », Encyclopædia Universalis, 1985, 1, 875 b).

Quant à l'une des causes internes de la contre-révolution, les participants à un colloque l'ont définie sans ambages : « *Il est plus simple de juger les effets à court terme de l'*Ostpolitik (1)*; mais il faut également poser une question : quelles sont les causes déterminantes de la réunification de l'Allemagne dans une perspective historique ? Sans aucun doute, l'*Ostpolitik (1) *eut pour conséquence toute une série d'allègements sur le plan humain, par exemple dans les relations interallemandes, circulation des voyageurs, etc. Grâce aux possibilités de contact nettement supérieures entre la population de la RDA d'une part et les Allemands et les Berlinois de l'Ouest d'autre part, l'*Ostpolitik *permit une grande résistance intellectuelle en RDA* » (Jean Mondot et Nicole Pelletier (dir.), « *La chute du Mur de Berlin* », Presses Univ. Bordeaux, 2004, pp. 21-22). Ces deux universitaires favorables au capitalisme avouent que derrière l'ostpolitik, l'impérialisme préparait le renversement du socialisme et de la RDA.

L'URCF considère comme une tâche importante – y compris à travers les Amis de l'URSS- de faire connaître la réalité et des réalisations du premier Etat ouvrier et paysan allemand, digne continuateur de Marx, Engels, Rosa Luxembourg, et Karl Liebknicht.

(1) L'ostpolitik est une politique de rapprochement initiée dans le SPD ouest-allemand et le SED au pouvoir en RDA, qui, dans les années 70-80 contribua objectivement à désarmer idéologiquement les travailleurs de RDA.

O.B

QUAND LES IMPERIALISTES AIMENT LA PALESTINE...

Le Parlement français s'est récemment prononcé pour une reconnaissance de l'Etat de Palestine, déjà observateur non-membre de l'ONU depuis 2012, en adoptant une résolution non contraignante pour l'Exécutif, mais qui emboîte le pas à des initiatives similaires au niveau des parlements d'autres pays de l'U.E. et du parlement européen lui-même. Le point 3 du texte «affirme l'urgente nécessité d'aboutir à un règlement définitif du conflit permettant l'établissement d'un État démocratique et souverain de Palestine en paix et en sécurité aux côtés d'Israël, sur la base des lignes de 1967, avec Jérusalem pour capitale de ces deux États, et fondé sur une reconnaissance mutuelle». Cette position correspond à celle de la bourgeoisie palestinienne représentée par Abbas, qui, dans la continuité du «processus de paix» initié sous Arafat sous la pression de Gorbatchev, reconnaît l'Etat sioniste et peut se contenter d'un Etat non viable, parsemé de colonies et sous perfusion de l' «aide» internationale en fonction du bon vouloir d'Israël. Le caractère «démocratique» ne semble pas poser question en ce qui concerne Israël, qui restera de toute façon un Etat militariste, colonialiste et impérialiste.

Il faut se rappeler que le 15 novembre 1988, le Conseil National Palestinien proclamait l'Etat Palestinien dont la capitale est Jérusalem. Cet Etat a été reconnu par 75 pays, dont ceux du camp socialiste, qui ont établi des relations diplomatiques avec lui. Le gouvernement de Mitterrand-Rocard refusa de reconnaître cet Etat sous le prétexte qu'il n'a pas de frontières définies. Après la chute de l'URSS, la multiplication des guerres impérialistes au Proche-Orient, le développement et le renforcement de la Résistance palestinienne, libanaise, irakienne, la pression de l'opinion publique devant les crimes sionistes incessants, conduisirent l'impérialisme français à s'impliquer aux côtés de l'Autorité Palestinienne dans la recherche d'une solution politique (ce qui signifie en fait, pour l'impérialisme, que les Palestiniens renoncent à la résistance).

D'autre part, à l'instar des gesticulations faussement anti-sionistes du président turc Erdoğan lors de l'assaut de la flottille pour Gaza en 2010, la France a elle aussi besoin de se présenter comme l'alliée des Palestiniens dont elle cherche le soutien dans la perspective de son intervention en Syrie à laquelle elle n'a pas renoncé.

Les initiatives diplomatiques des puissances impérialistes ne doivent donc pas occulter leur soutien à Israël (on se souvient de l'interdiction de manifestations de soutien à Gaza) et leurs ambitions expansionnistes et dominatrices sur le Proche-Orient. C'est aux travailleurs de France d'imposer une reconnaissance réelle de l'Etat Palestinien, avec ouverture d'une ambassade, et de continuer les luttes de solidarité, en particulier les campagnes de boycott du commerce et des produits de l'occupant sioniste.

Y.B.

LES GUERRES DE STALINE : de la guerre mondiale à la guerre froide 1939-1953

Par Geoffrey Roberts

Préface d'Annie Lacroix-Riz, professeur émérite d'histoire contemporaine (Paris VII)

« Sur le Staline et l'URSS des années 1939-1953, je n'ai pas souvenir d'avoir lu de travail universitaire aussi sérieux et globalement indifférent au qu'en-dira-t-on (c'est-à-dire à l'historiographie occidentale dominante) depuis la généralisation à l'ensemble de l'Europe, au cours des années 1980, de la chape de plomb réactionnaire. Tout en sacrifiant d'abondance au thème du « dictateur soviétique » et en se défendant de vouloir « réhabiliter Staline », Roberts s'est livré à un bel exercice de courage intellectuel. C'est en ce début du XXIe siècle faire beaucoup pour la science historique que de résister à la marée antisoviétique qui a recouvert le champ de la « soviétologue » internationale et submergé la française. L'historien irlandais aura notablement contribué à donner satisfaction posthume à la revendication d'histoire honnête de l'URSS émise en 1964 par Alexander Werth qui – à la différence de son fils Nicolas, porté toujours plus loin au fil du temps vers la diabolisation de Staline et vers l'indulgence pour tout label antisoviétique – aima le peuple soviétique de la « Grande Guerre patriotique » et estima grandement son leader « aux nerfs d'acier » (formule empruntée au maréchal Joukov). »

Livre au prix de 30 euros
+ 4,35 de frais de port
Pour commander ce livre : chèque à l'ordre des « Amis d'Oulianov » et à envoyer à : Association « Les Amis d'Oulianov » -
B.P. 40084 – 75862 PARIS CEDEX 18

CONFÉRENCE INTERNATIONALE DES PARTIS COMMUNISTES ET OUVRIERS EN EQUATEUR GUAYAQUIL EN NOVEMBRE 2014

Du 13 au 15 novembre 2014 a eu lieu à Guyaquil, en Equateur, la XVIe conférence Internationale des Partis Communistes et ouvriers. La conférence n'était pas appelée à se prononcer sur un document d'analyse commune, mais a adopté un plan d'action pour l'année à venir et plusieurs résolutions sur des problèmes politiques en liaison avec la solidarité. Il faut noter qu'aucune des résolutions n'a recueilli l'adhésion de la totalité des participants, pas même celle appelant à la solidarité avec les étudiants mexicains assassinés sauvagement par des gangsters liés au maire de leur ville, classé « à gauche ! ». Parmi les rares non signataires de cet appel, le PCF, le PCE, et le PC do Brasil, (qui participe au gouvernement bourgeois brésilien).

Il y avait deux résolutions : l'une dans la foulée du « progressisme », et l'autre qui se basait sur une approche de classe de la situation et appelait les communistes à lutter pour la révolution socialiste. 23 partis communistes ont signé cette dernière même si certains partis ont signé les deux.

Extraits de l'intervention du KKE.

On pourra la lire intégralement sur le site de l'URCF

« Comme on le sait, la crise de suraccumulation et de surproduction du Capital qui a éclaté d'une manière synchronisée dans plusieurs pays en 2008, exprime l'anarchie de la production capitaliste, ses contradictions, l'antagonisme fondamental entre le caractère social de la production et du travail et l'appropriation capitaliste de ses richesses sur le terrain du pouvoir des monopoles et de la propriété privée des moyens de production.

La réalité révèle que le fondement de la crise n'est pas l'une ou l'autre forme bourgeoise de gestion. La crise n'est pas le produit du "néo-libéralisme", ou de "l'activité incontrôlée des banques" comme le revendiquent en Europe les forces de l'opportunisme, le Parti de la Gauche Européenne (PGE). Ces déclarations induisent en erreur les peuples, innocentent le système capitaliste et ses lois économiques, nourrissent des illusions que des formes favorables au peuple existent pour la gestion du système et rendent crédibles le soutien à la forme sociale-démocrate de gestion…

La lutte de masse contre les plans impérialistes doit aller de pair avec l'organisation de la lutte pour éradiquer les causes de la guerre, pour le renversement de la barbarie capitaliste.

Le KKE a une activité multiple contre les guerres impérialistes, les interventions et les menaces, mais il ne doit pas lui-même se limiter à cela.

L'orientation de la lutte fixée par le XIXème Congrès de notre parti, qui s'est tenu en 2013, a une importance générale plus grande. Elle note que dans le cas où la Grèce participerait à une guerre impérialiste, le KKE doit être prêt à conduire l'organisation indépendante de la lutte des travailleurs et du peuple sous toutes ses formes, afin de l'orienter pour renverser la classe bourgeoise, tant nationale que celle des envahisseurs étrangers…

C'est un fait que la stratégie des Partis communistes et l'orientation fondamentale de leur lutte sont déterminées par le caractère de notre époque.

Celui-ci détermine le caractère de la révolution et des forces qui la dirigent, la ligne de rassemblement, la politique d'alliance et l'activité idéologique et politique dans la classe ouvrière afin que la lutte soit orientée vers le renversement des causes de l'exploitation.

Le développement social évolue vers un niveau supérieur et ne saurait reculer à cause de la contre-révolution et du renversement du socialisme en Union Soviétique et dans les autres pays socialistes.

Tout au long de l'histoire il y a eu des confrontations sociales majeures, des victoires et des défaites des classes dirigeantes à chaque moment. Il y a eu des reculs mais l'élément décisif a été la loi générale relative au remplacement de l'ancien système économique par le nouveau.

Le capitalisme s'est développé, la concentration et la centralisation du capital ont conduit à la naissance de monopoles, de grandes sociétés. Les conditions préliminaires pour la construction de la nouvelle société socialiste ont mûri. Ce sont les éléments fondamentaux pour l'élaboration d'une stratégie révolutionnaire moderne, centrée sur le caractère socialiste de la révolution et la résolution de la contradiction fondamentale entre le capital et le travail.

La stratégie des étapes intermédiaires entre le capitalisme et le socialisme s'inscrit dans le cadre du système d'exploitation, alors que le pouvoir et les moyens de production demeurent dans les mains de la classe bourgeoise et que l'exploitation et l'anarchie capitaliste sont maintenues.

Cette stratégie a créé des entraves dans la lutte du mouvement communiste, elle est une caractéristique de sa crise et elle a conduit à la participation ou au soutien de gouvernements bourgeois, à rechercher la constitution de gouvernements de "gauche" de gestion bourgeoise. Les conséquences sont extrêmement négatives.

Le facteur subjectif, le Parti communiste et la classe ouvrière, sont "éduqués" dans les limites du capitalisme. Un temps précieux est gaspillé...

[Sur l'appréciation des processus en Amérique Latine]

C'est la question fondamentale. Les gouvernements "progressistes", avec des différences dans les divers pays, gèrent le système capitaliste. Certains d'entre eux prennent des mesures pour soulager les forces populaires de l'extrême pauvreté et pour sauvegarder un minimum de services sociaux afin que la force de travail, qui reste une marchandise, puisse être reproduite. De même certains nationalisent certaines entreprises privées, particulièrement dans les secteurs de l'énergie et des mines.

Toutefois, cet élément ne constitue pas un changement radical ; il s'inscrit dans le cadre plus général des relations capitalistes de production et de la propriété d'Etat (le capitaliste collectif) et il ne change pas le caractère exploiteur du système…

L'argument au sujet d'un changement positif dans le rapport des forces en faveur des peuples et des partis communistes en Amérique latine, n'exprime pas la réalité. La participation ou le soutien à des gouvernements de "gauche" affaiblit le processus radical, renforce la position de la social-démocratie, et a un impact négatif sur les Partis communistes…

L'idée du "progressisme", tout comme les analyses qui enjolivent le caractère des unions entre Etats, s'intègrent dans le soi-disant "socialisme du XXIème siècle" à partir duquel on cherche à manipuler les peuples (plus particulièrement) d'Amérique latine.

C'est un véhicule pour promouvoir la position opportuniste sur l' "l'humanisation" du capitalisme. Il déifie le parlementarisme et sape la lutte révolutionnaire. Il a été utilisé dès son apparition pour calomnier le socialisme scientifique, la construction socialiste en Union soviétique...

Si une rupture n'intervient pas, si la stratégie du mouvement communiste n'est pas ajustée vers la concentration et la préparation de la classe ouvrière et des forces populaires pour la lutte afin de renverser le capitalisme, si le combat contre l'opportunisme n'est pas renforcé et s'il n'est pas clarifié que le socialisme est la seule solution qui peut satisfaire les besoins du peuple, alors la situation se détériorera dans les années à venir.

La logique des particularités nationales a été l'instrument de l' "euro-communisme" pour renoncer aux lois scientifiques de la révolution et de la construction du socialisme et aujourd'hui le problème se manifeste avec les mêmes arguments ou des arguments semblables.

C'est évident, chaque Parti dans son pays doit étudier le développement du capitalisme, la structure sociale et prendre les mesures nécessaires pour adapter sa stratégie et sa tactique afin de développer la lutte de classe avec la plus grande efficacité.

Mais c'est quelque chose de tout à fait différent que d'utiliser les "particularités" pour justifier la substitution du parlementarisme à la voie révolutionnaire, la relégation du socialisme pour des changements gouvernementaux qui géreront la société bourgeoise, comme le font par exemple le Forum de Sao Paulo et d'autres forces…»

Salut au Parti communiste et au Peuple Cubain !

L'URCF salue la libération des trois héros cubains qui étaient encore incarcérés par le gouvernement des États-Unis pour leurs activités contre le terrorisme perpétré par les organisations contre-révolutionnaires cubaines hébergées, financées, encadrées, entraînées et armées par les administrations US. Cette libération, comme celle antérieure de leurs deux camarades, est le résultat de la solidarité internationale qui, depuis le premier jour, n'a cessé de prendre de l'ampleur, de la fermeté du gouvernement et du Parti Communiste Cubain, et de la haute conscience politique de ceux qui resteront dans l'histoire « Les Cinq de Miami ».

Cette libération est accompagnée du rétablissement des relations diplomatiques entre les Etats-Unis et Cuba. C'est un nouveau recul de l'impérialisme américain. Il doit se prolonger par la levée du blocus imposé à l'Ile de la liberté. La mobilisation doit donc se poursuivre, car l'impérialisme ne cédera rien sans y être forcé. Il est d'autre part nécessaire que les pays de l'Union Européenne abandonnent leur politique de la «position commune» à propos de Cuba, position qui prétend vouloir imposer des conditions politiques aux relations entre les pays européens et La Havane.

À quelques jours du 55e anniversaire de la victoire des forces de la guérilla conduite par le camarade Fidel Castro, l'URCF réaffirme sa solidarité avec Cuba Socialista et le Parti Communiste Cubain.

L'URCF

Pour nous écrire :
Les Amis d'Oulianov
B.P.40084
75862 Paris cedex 18

Prix au numéro : 2 euros

COMMISSION PARITAIRE N° 1017
P 11172 jusqu'au 31.10.2017
N° ISSN-12-59-9050
EDITE PAR NOS SOINS

Consultez le site de l'URCF
http://www.URCF.fr

BULLETIN D'ABONNEMENT

1 AN .....= 19 € (124.19 Fr)
Privés d'emploi et étudiants 10 €
Abonnement de soutien à partir de 30 € et plus

Nom .....Prénom :
Adresse.....:.....
.....
.....
Code postal .....: Ville.....
Chèque à l'ordre des "Amis d'Oulianov "
B.P 40084
75862 PARIS CEDEX 18

DIRECTEUR DE PUBLICATION : JEAN SANITAS
DIRECTEUR POLITIQUE Jean Luc Sallé
Rédacteur en chef Philippe Touchet

IC N° 126 janvier février 2015